

CHOSSES ET AUTRES

L'honorable M. François Langelier a été élu maire de Québec.

M. Fenning Taylor, assistant-greffier du Sénat canadien, est mort la semaine dernière en Virginie, E.-U.

Le président et les directeurs de l'Institut des arts de Saint-Jean, N.-B., offrent un prix de \$200 pour le meilleur essai sur l'histoire de la cité et du comté de Saint-Jean. Les essais devront être produits vers le 15 avril 1883.

On nous informe que le R^{ev}. P. Lacombe qui, depuis huit ans, travaille dans la ville de Winnipeg et sur les travaux du chemin de fer du Pacifique, à Rat Portage, vient de recevoir son obédience de son supérieur-général pour retourner dans ses anciennes missions, au milieu des sauvages de la Saskatchewan et des grandes prairies.

Il est question d'établir à Dresde, en Saxe, une exposition de tous les journaux publiés dans le monde. Pour les visiteurs, cette exposition ne sera pas intéressante à tous les points de vue, mais comme la presse est aujourd'hui l'indicateur le plus sûr de l'état d'avancement d'un pays, l'exposition aura sa valeur, et il ne sera pas hors de propos que la presse du Canada y prenne part.

Il doit se former à Paris une société des amis du Canada. Il y a déjà eu une réunion dans les salons de M. le comte de Lévis-Mirepoix, qui se propose de faire bientôt un voyage au Canada et aux Etats-Unis. Il y avait là, entre autres, M. l'amiral de Montaignac, ancien ministre de la marine et des colonies, M. le marquis de la Jonquière, M. de Bonnechose, M. le comte de Pomeroy, M. de Courcelle, M. Claudio Jeannot, etc.

M. Rameau, M. Xavier Marmier, de l'Académie française, M. le marquis de Montcalm s'étaient fait excuser par lettre.

SCIENCE.—On s'entretient beaucoup dans le monde scientifique d'une nouvelle découverte du professeur Barff, de Londres. A l'aide d'une composition antiseptique, qu'il appelle boroglycérine, l'illustre chimiste se fait fort de conserver pendant un temps indéfini toute espèce d'aliments. Le poisson, la viande, le lait, les fruits traités à l'aide de cette solution se gardent pendant des mois entiers sans se gâter, même par la température la plus élevée. La boroglycérine revient à très bas prix et n'a aucune saveur. Ce produit chimique est appelé à opérer une révolution dans plus d'une industrie.

NOUVELLE ROUE CONTRO.—Dom Gaetano Contro de Thiene est l'inventeur d'une nouvelle roue pour voitures, à laquelle on ne peut certes pas refuser le mérite de l'originalité. Elle supprime les ressorts, ou plutôt elle les remplace. Construite en fer, la circonférence n'est pas sujette aux déformations produites par les cahots de la route, et cette circonférence est liée au moyeu non par des rayons droits et rigides, mais par des rayons en acier courbés en demi-cercle. Cette disposition curviligne leur permet de servir à la fois comme rayons et comme ressorts. D'après les essais dont ce système a été l'objet, le résultat aurait dépassé les prévisions. Dans les grandes vitesses surtout, les irrégularités du sol ne produisent aucune secousse. Elasticité, solidité, absence complète de bruit, telles seraient les qualités de la nouvelle invention pour laquelle l'auteur a pris les brevets d'usage.

A travers l'Europe.—Impressions et Voyages, par A.-B. Routhier, docteur ès-lettres, de l'Université Laval. — P.-G. Delisle, éditeur, Québec.

Nous avons reçu le premier volume de cet ouvrage. Disons tout de suite qu'il est bien fait sous le triple rapport de l'agencement, du style et de la typographie. M. le juge Routhier a fait en Europe un "voyage studieux," si nous pouvons ainsi parler, c'est-à-dire que dans ses notes de voyage, il décrit les villes, monuments, etc., remarquables qu'il a vus et rappelle les grands souvenirs historiques qui s'y rattachent. Dans sa préface, il exprime le désir que tous ses compatriotes voyagent désormais à sa manière, et même que ceux d'entre eux qui ont déjà fait le voyage d'Europe, lisent son livre pour raviver leurs impressions. Ce désir est louable, et justifié par le soin que l'auteur a mis à recueillir et raconter les faits historiques et géographiques que lui rappellent les divers pays qu'il a traversés.

Le style châtié, facile, élégant de M. le juge Routhier est bien connu, et nous n'avons pas à en faire ici l'éloge.

La typographie de l'ouvrage est magnifique, et fait honneur à l'établissement de M. P.-G. Delisle.

L'apparition du deuxième volume donnera probablement lieu à quelque étude ou critique de l'ouvrage qui mérite bien cela.

Une harangue courte et noble est celle que le duc de Gramont fit au roi d'Espagne, lorsqu'il lui demanda, au nom du roi de France, l'infante sa fille. "Sire, lui dit-il, le roi mon maître vous donne la paix." Puis, s'adressant à la princesse : "et à vous, madame, son cœur et sa couronne."

Entre boulevardiers :

—Qu'as-tu donc ? tu paraîs tout triste.

—Ah ! mon cher, je suis bien ennuyé, j'ai un tas de créanciers qui me tracassent continuellement de lettres.

—Tu dois une forte somme ?

—Non, mais beaucoup de petites ; et tu sais les dettes, c'est comme les enfants, plus c'est petit, plus ça crie !

Bébé récite à sa maman la fable du héron et s'arrête à ce vers :

Le héron au long bec emmanché d'un long cou.

—Mais, alors, maman, si le bec était emmanché au cou, où le héron avait-il sa tête ?

NE VOUS ALARMEZ PAS.—Toutes les maladies des voies urinaires, spécialement les maladies de bright, diabète et des rognons, peuvent être radicalement guéries par les Amers de Houblon.

Assassinat de lord Cavendish et de M. Burke

Dublin, 8.—Un crime horrible a été commis samedi soir. Lord Frédéric Cavendish, le nouveau secrétaire d'état d'Irlande et M. Burke, sous-secrétaire d'état, se promenaient dans Phoenix Park, quand quatre individus descendirent d'une voiture et se ruèrent sur eux le poignard à la main. En un instant les deux ministres furent criblés de coups, particulièrement à la gorge et à la poitrine et bientôt ils tombèrent baignant dans leur sang. Les assassins s'enfuirent et n'ont pu être arrêtés jusqu'à présent.

Cette horrible tragédie eut lieu à 7½ heures et quelques minutes après un jeune homme qui traversait le parc trouvait les cadavres. La police avertie fit transporter les corps au *Stephens Hospital*, et la nouvelle de ce crime se répandit en un instant créant la consternation et une violente excitation dans la ville.

Lord Cavendish venait d'être nommé secrétaire d'état pour l'Irlande. Il avait, ainsi que M. Burke, passé toute la journée en conférence avec le nouveau lord lieutenant.

Lord Cavendish était âgé de 40 ans et était le second fils du duc de Devonshire.

On attribue ce crime à une vengeance politique car ni l'argent ni les bijoux que portaient les victimes n'ont été pris.

COMMENT SE FAIT L'HISTOIRE

SOUVENIRS RÉTROSPECTIFS

Je me suis croisé l'autre jour, écrit un journaliste français, avec l'ancien couple présidentiel, M. le maréchal et Mme la duchesse de Magenta. Ils s'avançaient dignement tous deux, sur le trottoir, contemplant les boutiques, sans que personne, hélas ! les saluât ou les reconnût. Le maréchal est toujours le même : droit, la taille bien prise, portant haut la tête ; belle tournure militaire en vérité ; prestance à la fois noble et simple. Quant à Mme la duchesse, fort petite de taille et possédant moins de prestige, elle s'appuyait orgueilleusement au bras de son époux, comme au temps des grandeurs passées.

Les voilà bien oubliés, aujourd'hui, les hôtes de l'Elysée ! Cependant, quelle belle mission était la leur, lorsque la Chambre avide de stabilité monarchique renversa M. Thiers, pour élever sur le pavois le Bayard des temps modernes. Il me semble que, ce jour-là, le diable qui préside au sort des Républiques dut faire retentir les enfers d'un éclat de rire bien strident !

L'illustre maréchal, en effet, à peine installé au pouvoir, prit à la lettre et au sérieux sa mission qui ne lui avait, en réalité, été confiée, dans l'esprit de ses imprudents mandants, que comme acheminement vers un ordre de choses tout autre—et comme une sorte de fidéjussur. Une fois à l'Elysée, le président retors feignit de ne point comprendre et fut tenté doucement d'escamoter, à son profit, la consigne. Et voici comment, acculé à la nécessité, plutôt que de restituer la maison à ses véritables et légitimes propriétaires, il préféra la laisser brûler. Tout ceci, du reste, est affaire personnelle entre sa conscience et lui. En tous cas, si le rôle politique de M. le maréchal a été fort utile à la République, il est bien permis aux conservateurs de le juger fatal, et de s'étonner, au milieu de nos ruines morales et de l'effondrement de toutes choses, de la sérénité inaltérable, de l'impassibilité du successeur de M. Thiers.

Si nous étions amer ou acerbé, nous rappellerions la

lettre qu'osa écrire à M. le maréchal, chef d'Etat, un jeune fonctionnaire, M. Léon de la Brière, au moment de sa destitution, et nous citerions le mot sanglant, mais juste, échappé à M. Thiers, en parlant de son illustre successeur.

Mais, bah ! laissons sommeiller ces tristes et cuisants souvenirs. L'histoire, implacable justicier, saura bien distribuer à chacun sa part de responsabilité, à chacun sa part de honte et de gloire. Or, si le 16 mai, pitoyablement et couragement avorté, fut une très vilaine page, qui sait si la présence soudaine du maréchal, au canon de Magenta, même fortuite, n'effacera pas bien des faiblesses et bien des erreurs !

Singulier hasard, hier, tandis que je rencontrais le président maréchal de France se dirigeant bourgeoisement avec son épouse vers la place Vendôme, je me souvins que la veille on m'avait rapporté une conversation fort piquante, ayant eu lieu il y a bien des années, sur la terre d'Afrique, entre S. M. Napoléon III et son fidèle duc de Magenta, alors gouverneur général de la colonie.—La personne qui nous raconta l'histoire semblait la tenir directement du maréchal lui-même. Elle ne saurait d'ailleurs que lui faire honneur : nous ne craignons donc pas un démenti.

C'était à Oran, pendant le voyage impérial. Sa Majesté se promenait en voiture découverte avec le gouverneur, lequel faisait courtoisement au souverain, les honneurs des trois provinces.—Arrivés à une certaine place, hors de la ville :

—Voici, Majesté, un endroit qui me rappelle un singulier souvenir. C'était au mois de novembre, au moment du vote présidentiel, du plébiscite de 1852, lorsqu'il s'agissait de donner un maître à la France, ou de la laisser libre, fit en rougissant le maréchal. Je commandais la province d'Oran : or c'est sur cette place que les troupes devaient voter et jeter dans l'urne le *oui* ou le *non* fatal. Votre Majesté me permettra un aveu : j'étais sincèrement décidé à dire *non*. Mon passé, mes convictions monarchiques, celles de ma famille, de madame la duchesse...

—Je comprends, je comprends, cher maréchal, interrompit l'empereur, mais continuez, que s'est-il passé ?

—Eh bien ! ainsi que je le disais à Votre Majesté, ma résolution était formelle, toutefois je pensais que mon devoir et ma conscience m'interdisaient d'influencer le vote, et je prévis mon état-major que je voterais le dernier.

—Tout se passa avec calme et non sans une certaine solennité. Nous étions sur une estrade, près du bureau. Les soldats votèrent à bulletin ouvert. La cavalerie commença le feu : autant de cavaliers défilant devant nous, autant de *oui* dans l'urne ! Vint ensuite l'infanterie : sauf trois ou quatre exceptions, tous jetèrent un bulletin affirmatif. Le génie et les pontonniers s'avancèrent ; les *non* apparaissent, mais en minorité. L'artillerie, officiers en tête, laisse tomber ses bulletins ; les *non*, je dois le dire, étaient assez nombreux sans être en majorité. On se regardait ; chacun était attentif. Défilèrent les soldats et ouvriers d'administration : même proportion. Enfin, arrive, en dernier, le bataillon de discipline : à l'unanimité, tous, *non* ! Ma foi ! Sire, j'étais vaincu !—Voilà comment, malgré mes intentions, je déposai un *oui* éclatant dans l'urne ! En vérité, et en dépit de mes opinions et de celles de Mme la maréchale, je ne pouvais imiter le bataillon.

—Merci de votre histoire, maréchal, reprit Napoléon III, elle est charmante.

—Eh bien ! votre aveu va, de ma part aussi, entraîner une confidence.

—Lorsqu'au mois de décembre 1848, je fus nommé président de la République, c'était avec l'intention bien sincère, je vous l'affirme, de respecter ce gouvernement, que je prêtai serment à la Constitution entre les mains du président de l'Assemblée. Mais à peine arrivé au pouvoir, savez-vous ce qui se passa ? Tous ces hommes politiques qui m'entouraient ne cessèrent de me répéter et de me faire comprendre que le régime républicain était absurde, ridicule, inconciliable avec l'ordre et la liberté, et absolument incompatible avec le tempérament français. Chacun à son tour, mais séparément, et dans un but différent, mes amis les conseillers conservateurs, M. Thiers, M. Molé, le général Changarnier en tête, et les autres ne parlaient du pacte signé avec la nation qu'avec mépris et comme d'une plaisanterie. Aucun d'eux ne mettait un instant en doute qu'il ne fallût le rompre violemment et renverser les institutions néfastes. Voilà, mon cher maréchal, dans quelles idées je fus entretenu pendant l'année 1849 !—C'est alors qu'après avoir quelque temps hésité je pris un parti, vous savez lequel ?—Un beau jour je me dis ceci : Tant qu'à renverser la République et à faire un coup d'Etat, puisque d'après ces messieurs la chose est inévitable, urgente et patriotique, pourquoi ne tenterions-nous point la chose pour notre compte et au profit de la dynastie impériale ? Et la chose se fit !

Qu'y avait-il à répondre à l'empereur ? Rien. C'est ce que s'empressa d'ailleurs de faire le maréchal.

SAINT-SIMON.

La femme est comme une armée : elle est perdue si elle n'a pas de réserve.